LE FAIT DU JOUR

L'extinction des lampadaires,

Ne plus s'opposer à la nuit

Eclairage public

Quatrième ville de la Corrèze en nombre d'habitants, Malemort se résoudra le tutoiement de son éclairage public, à partir du dimanche soir, afin de réaliser des économies sur ses factures d'électricité. Elle semble le pays à de nombreuses communes, effrayées par la hausse des tarifs.

Eric Pasta
eric.pasta@lnr.com.fr

Rallumée, la caverne prise par le sorcier de Malemort illustre la crise énergétique qu'affrontent les collectivités locales. A partir de dimanche, l'éclairage public sur cette commune de presque 8 000 habitants sera réduit de 23 heures à 6 heures du matin, les centres bourg, dans les hameaux comme sur les grands axes routiers.

« Cette disposition devrait nous faire économiser 70 000 euros par an. Ce n'est pas grand-chose face à l'explosion de tarifs de l'électricité », commente Laurent Darthou, le maire de Malemort. Pile poil, son conseil municipal a dû trouver 200 000 € de provision pour équilibrer le compte énergie. Du jamais vu pendant longtemps, au rythme actuel, c'est un million d'euros de dépenses supplémentaires d'ici la fin du mandat, rien que pour régler la facture électricité. Il malemortais en prenons de ce pas augmenter les impôts.

Malemort est loin d'être un exemple unique. Meyssac a dû avant-coupé le tamis intégral sur son éclairage public, tout comme Objat. Ussel veut accélérer ses programmes visant à réduire les postes lumineux fonctionnant la nuit. A Dordogne, pays d'Eglantine, leur nombre a été réduit de 40 %.

Centrales industrielles, radios qui ont plus de dix squats, nous prises dans un flux. Depuis le 1er janvier 2021, elles n'ont plus accès au tarif réglé de l'électricité et doivent faire au marché aux prix du marché. « En 2016, une commune pouvait payer 37 à 38 euros le mégawattheure (MWh). En octobre 2021, c'est passé à 127 euros le MWh. Aujourd'hui, c'est 350 euros ! », détaille Laurent Darthou, adjoint de la Fédération départementale d'électrification et d'énergie de la Corrèze (FDEE19), un syndicat qui compte 241 communes. « Un vrai d'entre elles ne sont plus éligibles au tarif régulation. »

Et la hausse de l'électricité n'est pas terminée. « La commission d'enquête », confirme Laurent Darthou. Pour ce faire, Malemort a signé un contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec la société Smallenergy, qui pousse aux collectivités de bâtiments des tarifs les plus avantageux, grâce à une vaste portefeuille et des offres en conséquence.

> « Les communes ne savent plus comment faire face »

Ingénieur en gouvernance de consommation depuis 2016, la FDEE considère malgré tout l'extrême dire prix : « On a beaux prendre trois ou quatre positions différentes, on en parlera pas à indépendant. Dernièrement, indique Laurent Darthou. Point 2021, c'est + 50 %. Les communes ne savent plus comment faire face. »

Maire de Meyssac, Philippe Bouyer est un peu moins pessimiste. « Avec les mesures prises sur l'éclairage public, l'impôt pourrait rentrer la hausse des tarifs. On a eu la chance de trouver un fournisseur d'énergie verte qui nous a proposé une augmentation des tarifs de 20 %. C'est relativement raisonnable par rapport aux 50 à 70 % annoncés par un opérateur historique. »

TOUT EN NOIR. Inscrite dès prix sur le marché de l'électricité, toute des collectivités à modifier ce leur pays de mettre de quelques éclairage public. Photo archives Laurent Darthou

Eclairage et insécurité sont-ils liés ?

L'éclairage public dans les villes, difficile d'y renoncer, même si cela peut rapprocher ou polariser l'économie important pour les collectivités. Cons des réseaux banquées d'où entre que celle de la sécurité.

Selon l'association française de l'éclairage (AFE), « le sentiment d'insécurité ressenti par [illegible] des habitants serait ramené par 50 % des Français ». Un sondage qu'il est affirmation [illegible] de manière en réduire [illegible] chaque [illegible]. « Il n'y a aucune statistique universelle à ce sujet. Les résultats varient en fonction de la nature de la commune, et des types de délits », indique l'AFE.

De Gaetan, certaines communes, à l'instar de Tulle, seraient tel le cas, des 1015. Ce sont par la baisse une partie de la nuit dans plusieurs quartiers, sans qu'une hausse de l'insécurité en ait [illegible] les [illegible] [illegible] [illegible]